

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIË

Avis 34.358/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES 34.358/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères, le 6 novembre 2002, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "relatif aux registres consulaires de la population et aux cartes d'identité", a donné le 11 décembre 2002 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 6 november 2002 door de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "aangaande de consulaire bevolkingsregisters en identiteitskaarten", heeft op 11 december 2002 het volgende advies gegeven :

EXAMEN DU PROJET

Dispositif

Articles 1^{er} et 2

1. Le rapport au Roi indique à propos de ces deux dispositions :

"L'article 1^{er} précise le type d'informations relative à nos compatriotes qui peut être mentionnée dans les registres; l'énumération est limitative. Les articles 1^{er} et 2 de l'Arrêté Royal du 16 juillet 1992 déterminant les informations mentionnées dans les registres de la population et dans le registre des étrangers, comportent d'ailleurs des énumérations du même ordre.

L'article 2 précise le type d'information relative aux ressortissants étrangers qui peut être mentionnée dans lesdits registres. Il s'agit en l'occurrence de non-Belges faisant partie du ménage d'un citoyen belge. En effet, ces personnes ne peuvent pas obtenir de cartes d'identité ou de passeport belge ni être enregistrées en tant qu'électeur belge; ces données ne figurent donc pas au fichier."

Les informations figurant aux articles 1^{er} et 2 du projet ne reprennent pas toutes les mentions prévues par les articles 1^{er} et 2 de l'arrêté royal du 16 juillet 1992 déterminant les informations mentionnées dans les registres de la population et dans le registre des étrangers.

Selon ce qu'écrit le fonctionnaire délégué, "il y a en effet une différence entre l'AR du 16.07.1992 et le projet d'arrêté. En pratique, il n'est, en effet, pas possible de reprendre tous les renseignements repris au registre de la population en Belgique à cause d'une situation différente à l'étranger. Par exemple, les données 15, 16 et 17 de l'AR du 16.6.92 (lire : les points 15°, 16° et 17°, de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 16 juillet 1992) ne peuvent être reprises à l'étranger car elles dépendent soit d'une décision étrangère soumise à l'exequatur en Belgique, soit d'une décision souveraine d'une autorité étrangère. Il en va de même pour les rubriques 20, 21, 22, 23, 24, 27 et 28 (lire : les points 20°, 21°, 22°, 23°, 24°, 27° et 28°, de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 16 juillet 1992) qui sont étroitement liées à une situation typique en Belgique mais pas nécessairement transposable à l'étranger. L'article 2 du projet ne peut - pour les mêmes raisons - mentionner certaines données prévues par l'article 2 de l'AR du 16.6.1992 (lire : l'arrêté royal du 16 juillet 1992)".

.../...

Le rapport au Roi n'indique pas les raisons justifiant que certaines informations mentionnées dans les registres de la population et le registre des étrangers ne figurent pas dans les registres consulaires. Compte tenu des explications fournies par le fonctionnaire délégué, il devrait être complété sur ce point.

2. Par souci de clarté et de conformité avec la terminologie de la loi du 26 juin 2002 relative aux registres consulaires de la population et aux cartes d'identité, mieux vaut écrire dans la phrase liminaire de l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, "concernant les Belges, visés à l'article 2, alinéa 2, de la loi du 26 juin 2002 (...)" et dans la phrase liminaire de l'article 2, alinéa 1^{er}, "concernant les étrangers, visés à l'article 2, alinéa 3 de la loi du 26 juin 2002 (...)".

Article 3

1. Cette disposition rend applicable aux registres consulaires l'arrêté royal du 16 juillet 1992 relatif au droit d'accès aux registres de la population et au registre des étrangers, ainsi qu'au droit de rectification desdits registres et l'arrêté royal du 16 juillet 1992 relatif à la communication des informations contenues dans les registres de la population et dans le registre des étrangers.

Seul, l'alinéa 2 de cette disposition précise qu'en dérogation à l'article 7, a), de l'arrêté royal du 16 juillet 1992 relatif à la communication des informations contenues dans les registres de la population et dans le registre des étrangers, le Ministre des Affaires étrangères, ou le fonctionnaire qu'il désigne à cet effet, apprécie le bien-fondé de la demande. Les arrêtés royaux du 16 juillet 1992 précités prévoient, dans de nombreuses dispositions, l'intervention du collège des bourgmestre et échevins, de l'officier d'état civil et du Ministre de l'Intérieur ou de son délégué. S'agissant de registres tenus en dehors du territoire belge et concernant des personnes n'y résidant pas, il conviendrait de prévoir quelles autorités vont exercer ces compétences.

.../...

2. A l'alinéa 1^{er}, il y a lieu d'identifier séparément chacun des arrêtés royaux.

Articles 7, 8 et 9

1. Le rapport au Roi indique au sujet de ces dispositions :

"Les articles 6 à 8 indiquent les données qui sont mentionnées sur la carte.

Les données sont les mêmes que celles mentionnées sur une carte d'identité belge (AR du 29 juillet 1985 relatif aux cartes d'identité).".

S'il est exact que les informations visées à l'article 7 du projet reprennent les données figurant au recto d'une carte d'identité, il n'en va pas de même des données figurant au verso de la carte d'identité, conformément à l'article 3, § 4, de l'arrêté royal du 29 juillet 1985 relatif aux cartes d'identité, tel que modifié par l'arrêté royal du 4 juillet 2001. Si telle est bien l'intention de l'auteur du projet, il conviendrait dès lors de compléter l'article 7 du projet sur ce point. Il s'agit spécialement de prévoir, conformément à l'article 7, § 3, de la loi du 26 juin 2002, précitée, la mention du numéro d'identification du titulaire au Registre national des personnes physiques s'il en a fait la demande par écrit.

2. La précision figurant à l'article 7 du projet indiquant que les mentions sont "lisibles à l'oeil nu" est inutile dès lors qu'il n'est pas prévu dans l'arrêté en projet des mentions d'un autre type. La section de législation du Conseil d'Etat a toutefois été saisie d'une demande d'avis concernant un avant-projet de loi modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques et la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques et un projet d'arrêté royal relatif aux cartes d'identité qui prévoient la présence sur la carte d'identité d'informations à caractère personnel lisibles exclusivement de manière électronique. Si cet avant-projet de loi et ce projet d'arrêté royal devaient être adoptés, les adaptations nécessaires devraient également être apportées à l'arrêté en projet.

.../...

3. Il y a lieu de préciser aux alinéas 1^{er} et 2 de l'article 7 que ces mentions et la photo apparaissent au recto de la carte d'identité.

Le paragraphe 3 de l'article 9 doit être complété par l'indication des mentions figurant au verso de la carte d'identité, conformément à l'observation 1 formulée ci-dessus, et doit former l'alinéa 3 de l'article 7 de l'arrêté en projet.

Article 10

L'article 8 de la loi du 26 juin 2002, précitée, dispose que le Roi fixe le montant des frais relatifs à la fabrication et à la délivrance de la carte d'identité. Le montant des frais de fabrication qui seront à charge du titulaire doit dès lors figurer expressément dans l'arrêté en projet.

Article 11

Cette disposition abroge l'arrêté royal du 19 décembre 1967 concernant les cartes d'identité délivrées aux Belges résidant à l'étranger sans indiquer le sort qui est réservé aux cartes d'identité délivrées antérieurement à l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet. Il conviendrait de prévoir une disposition transitoire à cet effet.

Article 12

Les articles 2, alinéa 1^{er}, et 7, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 26 juin 2002, précitée, attribuent au Roi le pouvoir de désigner les postes consulaires honoraires dans lesquels sont tenus des registres de la population et qui sont habilités à délivrer des cartes d'identité. Il ne Lui appartient dès lors pas de déléguer l'exercice de cette compétence légale au Ministre des Affaires Etrangères.

.../...

OBSERVATION FINALE

Conformément aux articles 3, alinéa 3, 4, 5 et 7, § 4, de la loi du 26 juin 2002, précitée, il appartient également au Roi de fixer les modalités de mise à jour des données, les règles complémentaires permettant de déterminer la résidence principale, la forme de la déclaration de changement de la résidence principale et les modalités de fabrication et d'utilisation de la carte d'identité, ce que l'arrêté en projet ne prévoit pas.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

Dispositief

Artikelen 1 en 2

1. In het verslag aan de Koning staat over deze twee bepalingen het volgende te lezen :

"Artikel 1 bepaalt welke informatie in de registers mag worden opgenomen betreffende onze landgenoten; het gaat om een limitatieve opsomming. Dergelijke opsomming komt ook voor in de artikels 1 en 2 van het koninklijk Besluit van 16 juli 1992 tot vaststelling van de informatie die opgenomen wordt in de bevolkingsregisters en in het vreemdelingenregister.

In artikel 2 wordt vermeld welke informatie betreffende vreemde onderdanen in deze registers worden opgenomen. Het gaat hier om niet-Belgen die deel uitmaken van het gezin van de Belgische onderdaan. Uiteraard kunnen deze personen geen Belgische identiteitskaart of paspoort krijgen noch als Belgische kiezer worden geregistreerd; deze gegevens komen dus niet voor in het bestand."

De informatiegegevens die voorkomen in de artikelen 1 en 2 van het ontwerp nemen niet alle informatiegegevens over waarvan sprake is in de artikelen 1 en 2 van het koninklijk besluit van 16 juli 1992 tot vaststelling van de informatie die opgenomen wordt in de bevolkingsregisters en in het vreemdelingenregister.

De gemachtigde ambtenaar schrijft het volgende "il y a en effet une différence entre l'AR du 16.07.1992 et le projet d'arrêté. En pratique, il n'est, en effet, pas possible de reprendre tous les renseignements repris au registre de la population en Belgique à cause d'une situation différente à l'étranger. Par exemple, les données 15, 16 et 17 de l'AR du 16.6.92 (lees : les points 15°, 16° et 17°, de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 16 juillet 1992) ne peuvent être reprises à l'étranger car elles dépendent soit d'une décision étrangère soumise à l'exequatur en Belgique, soit d'une décision souveraine d'une autorité étrangère. Il en va de même pour les rubriques 20, 21, 22, 23, 24, 27 et 28 (lees : les points 20°, 21°, 22°, 23°, 24°, 27° et 28°, de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 16 juillet 1992) qui sont étroitement liées à une situation typique en Belgique mais pas nécessairement transposable à l'étranger. L'article 2 du projet ne peut - pour les mêmes raisons - mentionner certaines données prévues par l'article 2 de l'AR du 16.6.1992 (lees : l'arrêté royal du 16 juillet 1992)".

.../...

In het verslag aan de Koning wordt niet aangegeven om welke redenen bepaalde gegevens die worden vermeld in de bevolkingsregisters en in het vreemdelingenregister niet voorkomen in de consulaire registers. Gelet op de uitleg verstrekt door de gemachtigde ambtenaar, zou het verslag op dit punt moeten worden aangevuld.

2. Voor de duidelijkheid en om overeenstemming tot stand te brengen met de terminologie van de wet van 26 juni 2002 inzake consulaire bevolkingsregisters en identiteitskaarten, is het beter in de inleidende zin van artikel 1, eerste lid, te schrijven : "betreffende de Belgen, bedoeld in artikel 2, tweede lid, van de wet van 26 juni 2002 (...)", en in de inleidende zin van artikel 2, eerste lid : "betreffende de vreemdelingen, bedoeld in artikel 2, derde lid, van de wet van 26 juni 2002 (...)".

Artikel 3

1. Bij deze bepaling worden het koninklijk besluit van 16 juli 1992 betreffende het recht op toegang tot de bevolkingsregisters en het vreemdelingenregister en betreffende het recht op verbetering van deze registers en het koninklijk besluit van 16 juli 1992 betreffende het verkrijgen van informatie uit de bevolkingsregisters en uit het vreemdelingenregister toepasselijk verklaard op de consulaire registers.

Alleen wordt in het tweede lid van deze bepaling gepreciseerd dat, in afwijking van artikel 7, a, van het koninklijk besluit van 16 juli 1992 betreffende het verkrijgen van informatie uit de bevolkingsregisters en uit het vreemdelingenregister, de Minister van Buitenlandse Zaken of de ambtenaar die hij daartoe aanwijst, over de gegrondheid van de aanvraag oordeelt. Talrijke bepalingen van de koninklijke besluiten van 16 juli 1992 voorzien in het optreden van het college van burgemeester en schepenen, van de ambtenaar van de burgerlijke stand en van de Minister van Binnenlandse Zaken of zijn gemachtigde. Daar het gaat om registers die worden bijgehouden buiten het Belgisch grondgebied en die betrekking hebben op personen die niet in België verblijven, dient te worden bepaald welke overheden deze bevoegdheden uitoefenen.

2. In het eerste lid dient elk van de koninklijke besluiten afzonderlijk te worden vermeld.

Artikelen 7, 8 en 9

1. In het verslag aan de Koning staat over deze bepalingen het volgende te lezen :

"De artikelen 6 tot 8 vermelden welke gegevens op de kaart worden vermeld.

De gegevens zijn dezelfde als op een Belgische identiteitskaart (KB d.d. 29 juli 1985 betreffende de identiteitskaarten).".

Bij de informatiegegevens waarvan sprake is in artikel 7 van het ontwerp staan weliswaar de gegevens die voorkomen op de voorzijde van een identiteitskaart, maar dit is niet het geval met de gegevens die voorkomen op de achterzijde van de identiteitskaart, overeenkomstig artikel 3, § 4, van het koninklijk besluit van 29 juli 1985 betreffende de identiteitskaarten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 juli 2001. Indien dit effectief de bedoeling van de steller van het ontwerp is, dient derhalve artikel 7 van het ontwerp op dit punt te worden aangevuld. Meer in het bijzonder dient, overeenkomstig artikel 7, § 3, van de voormelde wet van 26 juni 2002 het identificatienummer bij het Rijksregister van natuurlijke personen te worden vermeld indien de houder ervan daar schriftelijk om verzoekt.

2. De precisering in artikel 7 van het ontwerp dat de vermeldingen "op met het blote oog leesbare wijze" worden aangebracht is overbodig, daar het ontworpen besluit niet voorziet in vermeldingen van een andere aard. De afdeling wetgeving van de Raad van State is evenwel om advies verzocht over een voorontwerp van wet tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen en van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, en over een ontwerp van koninklijk besluit betreffende de identiteitskaarten, welke ontwerpen voorzien in de vermelding op de identiteitskaart van persoonsgegevens die uitsluitend elektronisch kunnen worden gelezen. Indien dat voorontwerp van wet en dat ontwerp van koninklijk besluit worden goedgekeurd, dienen in het ontworpen besluit eveneens de noodzakelijke aanpassingen te worden aangebracht.

3. In het eerste en het tweede lid van artikel 7 dient te worden aangegeven dat deze vermeldingen en de foto op de voorzijde van de identiteitskaart worden aangebracht.

Paragraaf 3 van artikel 9 dient te worden aangevuld met de opgave van de vermeldingen die voorkomen op de achterzijde van de identiteitskaart, overeenkomstig opmerking 1 die hierboven is gemaakt, en dient het derde lid van artikel 7 van het ontworpen besluit te vormen.

Artikel 10

Artikel 8 van de voormelde wet van 26 juni 2002 bepaalt dat de Koning het bedrag van de kosten van aanmaak en van het afgifterecht verbonden aan de uitreiking van de identiteitskaart bepaalt. Het bedrag van de kosten voor de aanmaak die ten laste van de houder zullen komen, dient derhalve uitdrukkelijk in het ontworpen besluit te worden vermeld.

Artikel 11

Deze bepaling heft het koninklijk besluit van 19 december 1967 betreffende de identiteitskaarten afgegeven aan in het buitenland verblijvende Belgen op, zonder aan te geven wat gebeurt met de identiteitskaarten afgegeven vóór de inwerkingtreding van het ontworpen besluit. Te dien einde dient te worden voorzien in een overgangsbepaling.

Artikel 12

De artikelen 2, eerste lid, en 7, § 1, tweede lid, van de voornoemde wet van 26 juni 2002 machtigen de Koning om de ereconsulaire posten aan te wijzen waarin de bevolkingsregisters worden bijgehouden en die identiteitskaarten mogen afgeven. Het komt Hem derhalve niet toe de uitoefening van deze wettelijke bevoegdheid te delegeren aan de Minister van Buitenlandse Zaken.

SLOTOPMERKING

Overeenkomstig de artikelen 3, derde lid, 4, 5 en 7, § 4, van de genoemde wet van 26 juni 2002 staat het eveneens aan de Koning te bepalen op welke manier de gegevens worden bijgehouden, de aanvullende regels voor het bepalen van het hoofdverblijf vast te stellen, de vorm te bepalen waarin aangifte van de verandering van hoofdverblijfplaats wordt gedaan en de nadere regels inzake de aanmaak en het gebruik van de identiteitskaart te bepalen. In dit alles voorziet het ontworpen besluit niet.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Madame M.-L. WILLOT-THOMAS,
Mevrouw

président de chambre,
kamervoorzitter,

Messieurs P. LIÉNARDY,
de Heren P. VANDERNOOT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPÉRIÉE,
F. DEHOUSSE,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame C. GIGOT,
Mevrouw

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. M. JOASSART, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur-afdelingshoofd. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. M. JOASSART, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS